

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4753

[2004/203813]

**2 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une prime pour l'adaptation technique de la flotte de navigation intérieure wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a);

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 2 septembre 2003 et le 28 juin 2004;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 2 septembre 2003 et le 26 août 2004;

Vu l'approbation de la Commission européenne sur le régime d'aide d'Etat N4/2004, du 16 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.690/4, donné le 21 octobre 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale correspondant aux critères de la P.M.E. au sens européen, relevant du secteur des transports de marchandises par voies navigables et inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises, ci-après dénommée « l'entreprise », peut bénéficier d'une prime à l'investissement, ci-après dénommée « la prime ».

La prime représente 21 % du montant des investissements éligibles visés à l'article 2 et ne peut dépasser 100.000 euros par entreprise sur une période de trois ans.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Peut bénéficier d'une prime l'entreprise qui réalise des investissements d'adaptation technique ou des investissements en matériel acquis à l'état neuf, en ce compris les frais accessoires à un investissement matériel.

Ne sont pas pris en considération, les investissements suivants :

1<sup>o</sup> le matériel ou mobilier d'occasion;

2<sup>o</sup> le matériel reconditionné;

3<sup>o</sup> le matériel ou mobilier d'exposition et de démonstration;

4<sup>o</sup> les investissements entraînant de nouvelles capacités de cale et relatifs à la construction de nouvelles unités;

5<sup>o</sup> les pièces de rechange;

6<sup>o</sup> les investissements destinés à la location;

7<sup>o</sup> les investissements de remplacement.

Le montant des investissements éligibles doit s'élever au minimum à 12.500 euros.

§ 2. L'entreprise qui réalise des investissements relatifs à l'achat et à l'installation d'un moteur de propulsion neuf doit, pour pouvoir recevoir la prime sur ces investissements, acquérir et placer un moteur respectant les normes de pollution en vigueur pour la navigation rhénane telles que définies par la Commission centrale pour la Navigation du Rhin au chapitre 8bis de son « Règlement de Visite des Bateaux du Rhin ».

§ 3. Peut bénéficier d'une prime l'entreprise qui réalise des investissements neufs en matériels et logiciels informatiques ou de télécommunication.

Dans ce cadre, l'entreprise ne peut introduire qu'une seule demande par bateau sur toute la durée du « Plan wallon d'aides au transport par voies navigables 2004-2007 ».

Le montant des investissements éligibles doit alors s'élever au minimum à 1.250 euros.

**Art. 3.** L'entreprise sollicitant une prime doit respecter les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité, ainsi que les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

L'entreprise doit en outre respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise introduit un dossier auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée « l'administration », dans un délai de trois mois à dater du début des investissements.

Il y a lieu d'entendre par début des investissements, la date de la première facture. Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, des factures enregistrées avant le délai de trois mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être acceptées par le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions ou le fonctionnaire délégué de l'administration.

§ 2. L'administration transmet le dossier, pour avis technique, à l'Office de Promotion des Voies navigables du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. L'absence d'avis de l'O.P.V.N. dans le mois qui suit l'envoi vaut avis favorable.

§ 3. Les investissements doivent être terminés au plus tard douze mois après la date de l'introduction du dossier.

**Art. 5.** Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions prend la décision et transmet celle-ci à l'administration pour notification à l'entreprise.

**Art. 6.** Le versement de la prime est subordonné à la demande de l'entreprise, qui ne peut intervenir qu'après réalisation et paiement de la totalité des investissements et pour autant qu'elle respecte les conditions visées à l'article 3.

**Art. 7.** Tout versement de la prime est subordonné au contrôle par l'administration de la réalisation des investissements. Ce contrôle est effectué en collaboration avec l'Office de Promotion des Voies navigables, soit sur base de pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

**Art. 8.** La prime ne peut être cumulée avec aucune autre subvention régionale, nationale ou communautaire.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2007.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 décembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4753

[2004/203813]

#### 2. DEZEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Prämie für die technische Anpassung der Wallonischen Binnenflotte

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere des Artikels 5 § 1 2<sup>o</sup> a);

Aufgrund der am 2. September 2003 und 28. Juni 2004 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. September 2003 und 26. August 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 16. Juni 2004 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zur staatlichen Beihilferegelung N4/2004;

Aufgrund des am 21. Oktober 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.690/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Jede natürliche Person oder jede juristische Person, die als Handelsgesellschaft in Übereinstimmung mit den Kriterien des K.M.B. im europäischen Sinne eingerichtet ist, die dem Sektor des Güterverkehrs auf den Wasserstraßen angehört und bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen («Banque-Carrefour des Entreprises») eingetragen ist, nachstehend «der Betrieb» genannt, kann in den Genuss einer Investitionsprämie gelangen, nachstehend «die Prämie» genannt.

Die Prämie beläuft sich auf 21% des Betrags der zulässigen Investitionen gemäß Art. 2 und darf über einen Zeitraum von drei Jahren 100.000 Euro pro Betrieb nicht übersteigen.

**Art. 2** - § 1. Die Betriebe, die Investitionen zwecks technischen Anpassungen oder zwecks der Anschaffung von Ausrüstungen im Neuzustand tätigen, einschließlich der Nebenkosten zu einer materiellen Investition, können in den Genuss einer Prämie gelangen.

Die nachstehenden Investitionen werden nicht berücksichtigt:

1<sup>o</sup> Gebrauchtmaterial oder -mobiliar;

2<sup>o</sup> überholte Ausrüstungen;

3<sup>o</sup> für Ausstellungen und Vorführungen benutzte Ausrüstungen oder Mobiliar;

4<sup>o</sup> die Investitionen, die neue Laderaumkapazitäten bezwecken und sich auf den Bau von neuen Einheiten beziehen;

5<sup>o</sup> Ersatzteile;

6<sup>o</sup> Investitionen, die für die Vermietung bestimmt sind;

7<sup>o</sup> Investitionen für Ersatzanlagen.

Der Betrag der prämierten Investitionen muss sich auf mindestens 12.500 Euro belaufen.

§ 2. Der Betrieb, der Investitionen tätigt, die sich auf den Kauf und die Installation eines neuen Antriebsmotors beziehen, muss zur Erhaltung der Prämie für diese Investitionen einen Motor kaufen und installieren, der die geltenden Verschmutzungsnormen für die Rheinschiffahrt einhält, so wie diese von der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt im Kapitel 8bis ihrer «Rheinschiffsuntersuchungsordnung» festgelegt worden sind.

§ 3. Betriebe, die Investitionen für neue EDV- oder Telekommunikationsanlagen und -software tätigen, können in den Genuss einer Prämie gelangen.

In diesem Rahmen kann der Betrieb über die ganze Dauer des «Plan wallon d'aides au transport par voies navigables 2004-2007» (Wallonischer Beihilfeplan für den Transport auf den Wasserstraßen 2004-2007) nur einen einzigen Antrag pro Schiff einreichen.

Der Betrag der prämierten Investitionen muss sich dann auf mindestens 1.250 Euro belaufen.

**Art. 3** - Der Betrieb, der eine Prämie beantragt, muss die gesetzlichen Bestimmungen beachten, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, sowie die steuerlichen, sozialen und umweltrechtlichen Gesetzesbestimmungen und Verordnungen.

Der Betrieb muss zudem die gesamten Bestimmungen in Sachen Buchhaltung und Jahresabschluss beachten, die durch das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen vorgeschrieben sind.

**Art. 4** - § 1. Der Betrieb reicht eine Akte bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend «die Verwaltung» genannt, innerhalb drei Monaten nach dem Anfang der Investitionen ein.

Unter Anfang der Investitionen versteht man das Datum der ersten Rechnung. Rechnungen, die vor der in Absatz 1 erwähnten Frist von drei Monaten eingetragen wurden, können in außerordentlichen, gebührend begründeten Fällen vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, oder vom beauftragten Beamten der Verwaltung angenommen werden.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt die Akte dem «Office de Promotion des Voies navigables» (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zwecks Abgabe eines technischen Gutachtens. Das Fehlen eines Gutachtens des O.P.V.N. innerhalb eines Monats nach der Übermittlung gilt als günstiges Gutachten.

§ 3. Die Investitionen müssen spätestens zwölf Monate nach dem Datum der Einreichung der Akte abgeschlossen sein.

**Art. 5** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, fasst den Beschluss und übermittelt diesen der Verwaltung; letztere stellt diesen Beschluss dem Betrieb zu.

**Art. 6** - Die Prämie wird nur dann überwiesen, nachdem der Betrieb einen betreffenden Antrag gestellt hat; dieser kann nur dann eingereicht werden, wenn die gesamten Investitionen durchgeführt und bezahlt sind, unter der Bedingung, dass die in Art. 3 festgelegten Bedingungen beachtet werden.

**Art. 7** - Jede Überweisung der Prämie unterliegt ebenfalls einer Kontrolle der Verwaltung bezüglich der tatsächlichen Durchführung der Investitionen. Diese Kontrolle kann in Zusammenarbeit mit dem «Office de Promotion des Voies navigables» entweder auf der Grundlage von Belegen, die vom Betrieb übermittelt werden, oder vor Ort durchgeführt werden.

**Art. 8** - Die Prämie kann mit keiner anderen regionalen, nationalen oder gemeinschaftlichen Subvention zusammen bezogen werden.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam und verliert seine Wirkung am 31. Dezember 2007.

**Art. 10** - Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Dezember 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,  
J.-C. MARCOURT

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4753

[2004/203813]

#### 2 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning een premie voor de technische aanpassing van de Waalse binnenvaartvloot

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, a);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 september 2003 en 28 juni 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2003 en 26 augustus 2004;

Gelet op de goedkeuring van het stelsel voor overheids hulp N4/2004 door de Europese Commissie op 16 juni 2004;

Gelet op het advies nr. 37.690/4 van de Raad van State, uitgebracht op 21 oktober 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon opgericht in de vorm van een handelsvennootschap die voldoet aan de criteria van de K.M.O. in Europese zin, die deel uitmaakt van de sector van het goederenvervoer over de bevaarbare waterwegen en die bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen ingeschreven is, hierna « de onderneming » genoemd, kan in aanmerking komen voor een investeringspremie, hierna « de premie » genoemd.

De premie is gelijk aan 21 % van het bedrag van de in aanmerking komende investeringen bedoeld in artikel 2 en mag niet hoger zijn dan 100.000 euro per onderneming over een periode van drie jaar.

**Art. 2.** § 1. Er kan een premie verleend worden aan de onderneming die investeringen voor technische aanpassing verricht of investeringen in nieuw aangekocht materiaal, met inbegrip van de kosten bovenop de materiële investering.

De volgende investeringen worden niet in aanmerking genomen :

1° tweedehands materiaal of meubilair;

2° herzien materiaal;

3° expositie- en demonstratiemateriaal of -meubilair;

4° investeringen voor nieuwe scheepsruimcapaciteiten en voor de bouw van nieuwe eenheden;

5° wisselstukken;

6° huurinvesteringen voor huurdoeleinden;

7° vervangingsinvesteringen.

De in aanmerking komende investeringen bedragen minstens 12.500 euro.

§ 2. De onderneming die investeringen verricht voor de aankoop en de installatie van een nieuwe stuwmotor moet om de premie voor deze investeringen te verkrijgen een motor aankopen en installeren die voldoet aan de vervuilingnormen die van toepassing zijn op de Rijnvaart, zoals bepaald door de Centrale Commissie voor de Rijnvaart in hoofdstuk 8bis van haar « Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen ».

§ 3. Er kan een premie verleend worden aan de onderneming die nieuwe investeringen verricht in hard- en software of in telecommunicatiemateriaal.

In dit opzicht mag de onderneming slechts één enkele aanvraag per schip indienen over de hele duur van het « Plan wallon d'aides au transport par voies navigables 2004-2007 » (Waaals steunprogramma 2004-2007 voor het vervoer over de bevaarbare waterwegen).

De in aanmerking komende investeringen bedragen minstens 1.250 euro.

**Art. 3.** De onderneming die een premie aanvraagt, voldoet aan de wetbepalingen die de uitoefening van haar activiteit regelen, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -regelgevingen.

De onderneming voldoet aan het geheel van de bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen bedoeld in de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

**Art. 4.** § 1. De onderneming dient binnen een termijn van drie maanden na de aanvangdatum van de investeringen een dossier in bij het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna « de administratie » genoemd.

Onder aanvang van de investeringen wordt de datum van de eerste factuur verstaan. In uitzonderlijke en behoorlijk gerechtvaardigde gevallen kunnen facturen die vóór de in het eerste lid bedoelde termijn van drie maanden geregistreerd werden door de Minister van Economie en K.M.O.'s of door de afgevaardigde ambtenaar van de administratie aanvaard worden.

§ 2. De administratie maakt het dossier voor technisch advies over aan de « Office de Promotion des Voies navigables » (Dienst bevordering bevaarbare waterwegen) van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer. Bij gebrek aan advies van de « O.P.V.N. » binnen een maand na de verzending, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 3. De investeringen worden uiterlijk twaalf maanden na de datum van indiening van het dossier beëindigd.

**Art. 5.** De Minister van Economie en K.M.O.'s neemt zijn beslissing en deelt ze mee aan de administratie, die de onderneming op de hoogte brengt.

**Art. 6.** De storting van de premie is afhankelijk van de aanvraag van de onderneming. Ze kan pas toegekend worden na uitvoering en betaling van de globale investeringen en voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 3 vervuld zijn.

**Art. 7.** Vooraleer de premie gestort wordt, gaat de administratie na of de investeringen verricht werden.

Deze controle wordt in samenwerking met de « Office de Promotion des Voies navigables » uitgevoerd, hetzij op basis van stukken overgemaakt door de onderneming, hetzij ter plaatse.

**Art. 8.** De premie mag niet met een andere gewestelijke, nationale of gemeenschappelijke premie gecumuleerd worden.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2007.

**Art. 10.** De Minister van Economie en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 december 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT